

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME FONDÉE PAR CONSTANTIN DRAGAN EN 1950

DIRECTEUR: GIORGIO DEL VECCHIO · 18ème année · N.º 12 · DECEMBRE 1967



ART POPULAIRE ROUMAIN

MOUVEMENT EUROPEEN

PRESIDENTS D'HONNEUR

KONRAD ADENAUER†, JEAN MONNET, HAROLD MACMILLAN, PAUL-HENRI SPAAK.

MEMBRES DU BUREAU EXECUTIF INTERNATIONAL DU MOUVEMENT EUROPEEN:

Baron F. C. OPPENHEIM, Vice-Président du M.E.; Baron BOEL, MM. André ALERS, Robert van SCHENDEL, Georges BOHY, Henry CRAVATTE, John HYDN, Livio LABOR, Rodolfo LLOPIS, J. H. C. MOLENAAR, André MORICE, Georges PESMAZOGLU, The Rev. Hon. Duncan SANDYS, MM. Th. E. WESTERTERP, Alois ZIMMER.

Secrétaire général du M.E.: M. Robert van SCHENDEL.

MEMBRES SUPPLEANTS

Jean BARETH (supp. de M. CRAVATTE), Henri GIRONELLA (supp. de M. PHILIP), Joseph SANS (supp. de M. MAYER), Jean SEITLINGER (supp. de M. WIGNY).

ORGANISATIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES ADHERANT AU MOUVEMENT EUROPEEN

CONSEIL ALLEMAND, CONSEIL AUTRICHIEN, CONSEIL BELGE, CONSEIL BRITANNIQUE, CONSEIL DANOIS, CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL, CONSEIL FRANÇAIS, CONSEIL GREC, CONSEIL IRLANDAIS, CONSEIL ITALIEN, CONSEIL LUXEMBOURGEOIS, CONSEIL NEERLANDAIS, CONSEIL NORVEGIEN, CONSEIL SUEDOIS, CONSEIL SUISSE, CONSEIL TURC, ASSOCIATION EUROPEENNE DES ENSEIGNANTS (A.E.D.E.) CENTRE D'ACTION EUROPEENNE FEDERALISTE (A.E.F.), CONSEIL DES COMMUNES D'EUROPE (C.C.E.), CONSEIL PARLEMENTAIRE DU MOUVEMENT EUROPEEN, LINGUE EUROPEENNE DE COOPERATION ECONOMIQUE (L.E.C.E.), MOUVEMENT FEDERALISTE EUROPEEN, MOUVEMENT GAUCHE EUROPEENNE, MOUVEMENT LIBERAL POUR L'EUROPE UNIE, UNION EUROPEENNE DES DEMOCRATES-CHRETIENS, UNION DES RESISTANTS POUR UNE EUROPE UNIE.

ORGANISATIONS ASSOCIEES AU MOUVEMENT EUROPEEN

ORGANISATION EUROPEENNE DE LA CONFEDERATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS CHRETIENS (C.I.S.C.), SECRETARIAT SYNDICAL EUROPEEN (C.I.S.L.).

COMMISSION D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE DU MOUVEMENT EUROPEEN

Etienne de la VALLEE POUSSIN (Belgique), Pierre ABELIN (France), Sir Edward BEDDINGTON BEHRENS (Gde Bret.), Prof. G. CASSIMATIS (Grèce), Avv. Michele CIFARELLI (Italie), Sir Geoffrey de FREITAS (Gde Bret.), Edmond GISCARD d'ESTAING (France), Dr. K. J. HAHN (Pays-Bas), Prof. Gunnar Edward HECKSCHER (Suède), Frau Dr. Elinor HUBERT (Allemagne), Lord St. OSWALD (Gde Bret.), Paul de AUER (Hongrie), Vilem BERNARD (Tchécoslov.), Georges DIMITROV (Bulgarie), Dr. Constantin DRAGAN (Roumanie), Vane IVANOVIC (Yougoslavie), Count Edward RACZYNSKI (Pologne), Ion RATIU (Roumanie), Paul REYNHARDS (Lettonie), Pavel TIGRID (Tchécoslov.), A. TORMA (Estonie), V. VANGUELOV (Bulgarie), M. T. ZAVALANI (Albanie).

Secrétaires:

Premier Secrétaire Général Honoraire: John POMIAN (Pologne),

L'Angleterre et l'Europe

LES ILES BRITANNIQUES CONNAISSENT LEUR MALHEUR

La première phase de la "bataille d'Angleterre" livrée par M. Harold Wilson pour l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché Commun s'est conclue par la dévaluation du sterling et la confirmation du veto gaulliste. En même temps que quelques informations concernant la situation économique de la Grande Bretagne, nos lecteurs trouveront ci-dessous (encadrés en caractères gras) quelques extraits des déclarations faites par le général de Gaulle au cours de la conférence de presse tenue à la suite de ces événements.

«Et maintenant, Grande Bretagne d'abord.»! par cet appel patriotique lancé au petit écran de la B.B.C., M. Harold Wilson a voulu, au lendemain de la dévaluation du sterling, remonter le moral de ses compatriotes. On pourrait lui faire observer que le peuple anglais et son gouvernement n'ont jamais failli, au cours de l'histoire, à cette maxime; et qu'elle paraît non seulement superflue, mais maladroite, au moment où la Grande Bretagne veut persuader l'Europe qu'elle est prête à devenir la partenaire loyale des « Six » qui veulent, eux, l'Europe d'abord.

Une transformation radicale de la Grande Bretagne...

C'est une modification, une transformation radicale de la Grande-Bretagne qui s'imposent pour qu'elle puisse se joindre aux Continentaux. C'est évident au point de vue politique. Mais, aujourd'hui, pour ne parler que du domaine économique, le rapport qui a été dressé le 29 septembre par la Commission de Bruxelles aux six gouvernements démontre, avec la plus grande clarté que le Marché commun actuel est incompatible avec l'économie, telle qu'elle est, de l'Angleterre, dont le déficit chronique de sa balance des paiements prouve le déséquilibre permanent et qui comporte, quant aux productions et aux sources d'approvisionnements, à la pratique du crédit, aux conditions de travail, des données que ce pays ne pourrait changer sans modifier sa propre nature.

La dévaluation du sterling n'a pourtant pas été aussi catastrophique qu'on pouvait s'y attendre. Cette mesure que d'autres gouvernements ont pratiqué sans faire tant de bruit pour assainir leur situation économique (dix-sept fois, la France, depuis 1928) a eu cependant beaucoup de retentissement du fait que le sterling est, avec le dollar, une devise-clé, la seconde des grandes monnaies par rapport auxquelles les autres se définissent, et que, depuis l'année susdite — 1928 — l'Angleterre, elle, n'avait dévalué que trois fois. Quoi qu'il en soit grâce à l'élévation du taux d'intérêt à 8% la première réaction de la Bourse de Londres n'a pas été aussi désastreuse qu'on pouvait le craindre et n'a pas provoqué l'effondrement du commerce mondial redouté par les pessimistes. Les U.S.A. et l'Europe s'apprentent à aider le commerce anglais dans la crainte de secousses susceptibles de détruire l'équilibre des échanges internationaux.

Un Etat qui, actuellement ne fait pas partie de l'Europe

Le Marché commun est incompatible aussi avec la façon dont s'alimentent les Anglais, tant par les produits de leur agriculture subventionnée au plus haut que par des vivres achetées à bon compte partout dans le monde, notamment dans le Commonwealth, ce qui exclut que Londres puisse réellement accepter jamais le prélèvement prévu par le règlement financier et qui, lui, serait écrasant. Le Marché commun est incompatible encore avec les restrictions apportées par l'Angleterre à la sortie de chez elle des ca-

pitaux, lesquels circulent au contraire librement chez les « Six ». Le Marché commun est incompatible avec l'état du sterling tel que l'ont mis en lumière de nouveau la dévaluation ainsi que les emprunts qui ont précédé et qui l'accompagnent.

L'état du sterling aussi, qui, se conjugant avec le caractère de la monnaie, de monnaies internationales, qui est celui de la livre et les énormes créances extérieures qui pèsent sur elle, ne permettrait pas qu'elle fasse partie, actuellement, de la société solide et solidaire et assurée, où se réunissent le franc, le mark, la lire, le franc belge et le florin.

Dans ces conditions, à quoi pourrait aboutir ce qu'on appelle l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun et si on voulait, malgré tout, l'imposer, ce serait évidemment l'éclatement d'une communauté qui a été bâtie et qui fonctionne suivant des règles qui ne supportent pas une aussi monumentale exception. Certes, et en outre, je dois ajouter qui ne supporterait pas, non plus, qu'on introduise parmi ses membres principaux, un état qui, précisément par sa monnaie, par son économie, par sa politique, ne fait pas partie actuellement de l'Europe, telle que nous avons commencé à la bâtir.

Du reste, pour le MEC, la concurrence britannique n'est pas autrement redoutable, du moins pour le moment. La productivité anglaise est limitée, les lois sociales qui réglementent le travail font perdre à la totalité des entreprises 13 millions d'heures de travail par semaine, et nous sommes encore loin du moment où les prix du marché britannique pourraient devenir compétitifs pour les « Six ». Elle est bien oubliée l'époque où l'Angleterre industrielle édifiait sa richesse sur la misère d'un peuple, où les enfants de 5 ans travaillaient jusqu'à 12 heures par jour, les yeux rougis par la poussière du coton; et les colonies ne sont plus là pour fournir à bas prix les denrées que les navires anglais colportaient à travers le monde. Pour assurer la même productivité qu'un ouvrier américain il faut 2,3 ouvriers anglais dans la sidérurgie, 3,4 dans l'industrie chimique, 4,2 dans le secteur des machines électriques, 3,2 dans le matériel des transports. De 1950 à 1960, le taux de croissance annuel du produit brut, en Angleterre, a plafonné à 2,6% alors qu'à la même période il était de 4,7 en France, 5,9 en Italie, 7,6 en Allemagne occidentale, 3,2 aux

U.S.A. En 1965 ce taux de croissance n'est plus en Angleterre que de 2,4, puis de 2% en 1966 et finalement de 1% en 1967.

...détruire un édifice
bâti au prix
de tant d'efforts...

Faire entrer et, par conséquent, engager maintenant une négociation, à cet effet, ce serait pour les Six, étant donné que tout le monde sait de quoi il retourne, ce serait pour les Six, donner d'avance leur consentement à tous les artifices, délais et faux-semblants, qui tendraient à dissimuler la destruction d'un édifice qui a été bâti au prix de tant de peine et au milieu de tant d'espoirs. Il est vrai que tout en reconnaissant l'impossibilité de faire entrer l'Angleterre d'aujourd'hui dans le Marché commun, tel qu'il existe, on peut vouloir tout de même sacrifier celui-ci à un accord avec celle-là. Théoriquement, en effet, le système économique, qui est actuellement pratiqué par les Six, n'est pas nécessairement le seul que pourrait pratiquer l'Europe. On peut imaginer, par exemple, une zone de libre-échange s'étendant à tout l'Occident, de notre continent. On peut imaginer, aussi, une espèce de traité multilatéral du genre de celui qui sortira du Kennedy-round et réglant entre 10, 12, 15 Etats européens, leurs contingents et leurs tarifs réciproques et respectifs; mais, dans un cas comme dans l'autre, il faudrait d'abord abolir la communauté et disperser ses institutions et je dois dire que, cela, la France ne le demande certainement pas.

Alors pourtant si tel ou tel de ses partenaires, comme après tout c'est leur droit, en faisait la proposition, elle l'examinerait avec les autres signataires du traité de Rome. Mais ce qu'elle ne peut faire, c'est entrer actuellement avec les Britanniques et leurs associés dans une association qui conduirait à détruire la construction européenne de laquelle elle fait partie. Et puis ce ne serait pas là du tout le chemin qui pourrait conduire à construire une Europe, à ce que l'Europe se construise par elle-même et pour elle-même, de manière à n'être pas sous la dépendance d'un système économique, monétaire, politique qui lui est étranger.

Pour que l'Europe puisse faire équilibre à l'immense puissance des Etats-Unis, il lui faut non pas du tout

affaiblir mais au contraire resserrer les liens et les règles de la Communauté. Certes ceux qui comme moi ont prouvé par leurs actes l'attachement et le respect qu'ils portent à l'Angleterre souhaitent vivement la voir un jour cdoisir et accomplir l'immense effort qui la transformerait.

Certes, pour lui faciliter les choses, la France est toute disposée à entrer dans quelque arrangement qui, sous le nom d'association ou sous un autre, favoriserait dès à présent les échanges commerciaux entre les continentaux d'une part, les Britanniques, les Scandinaves et les Irlandais d'autre part.

Ces chiffres sont en eux-mêmes fort éloquentes. Et sans doute expliquent-ils en partie le malaise dont souffrent actuellement non seulement les finances, mais les diverses couches de la société britannique, les intellectuels, les jeunes générations. Malgré les lois sociales avancées et les syndicats, les chomeurs se montent à plusieurs centaines de mille; le « brain drain » convoie vers les Etats-Unis les meilleurs cerveaux: ingénieurs, physiciens, électroniciens, chercheurs sont attirés par les firmes américaine qui leur offrent des salaires qui sont souvent le double de ce qu'ils auraient chez eux; et la langue n'est pas, pour eux, un problème. Enfin, dans ce pays conformiste, discipliné, hiérarchisé, on assiste à la plus éclatante rébellion des jeunes: dandys ou clochards, apôtres de la drogue ou du sexe, avec leurs costumes de carnaval, leurs minijupes et leurs cheveux longs ils manifestent clairement l'impossibilité où ils se trouvent de vivre dans l'atmosphère étouffante d'un pays encore ancré à ses vieux mythes.

Il n'en reste pas moins que l'Angleterre est encore une grande puissance; et si au cours de son histoire, elle a superbement dédaigné le « continent » dont elle pouvait

Une marche à l'abandon
sinon le glas
de la Communauté

Mais pour que les îles Britanniques puissent réellement s'amarrer au continent, c'est encore d'une très vaste et très profonde mutation qu'il s'agit. Tout dépend donc non pas du tout d'une négociation qui serait pour les Six une marche à l'abandon, sinon le glas de leur communauté, mais bien de la volonté et de l'action du grand peuple anglais qui ferait de lui un des piliers de l'Europe européenne.

Ainsi, pour l'unité de l'Europe, comme il serait beau, comme il serait bon que celle-ci puisse devenir un ensemble fraternel et organisé où chaque peuple trouve sa prospérité et sa sérénité!

Ainsi en est-il aussi du monde. Qu'il serait merveilleux que disparaissent toutes les différences de race, de langue, d'idéologie, de richesse, toutes les rivalités, toutes les frontières qui divisent la terre depuis toujours!

Il se trouve que la Grande-Bretagne, avec une insistance et une hâte vraiment extraordinaires, et dont peut-être les derniers événements monétaires éclairaient un peu certaines raisons, a, avait proposé l'ouverture sans délai d'une négociation entre elle-même et les Six en vue de son entrée dans le Marché commun.

En même temps, elle déclarait accepter toutes les dispositions qui régissent la communauté des Six, ce qui semblait un peu contradictoire avec la demande de négociation, car pourquoi négocierait-on sur des clauses que l'on aurait d'avance et entièrement acceptées?

se passer — et qui ne la gênait guère — l'Europe, aujourd'hui, ne peut se désintéresser de son sort, ni sous-estimer l'apport d'un pays qui, hier encore, précédait les autres sur la voie de tant de progrès économiques et politiques. En 1970, plus de 12 pour cent de l'électricité que consomme la Grande Bretagne lui sera fournie par ses centrales atomiques; en 1980 ses industries utiliseront de nouvelles matières synthétiques dont on fera des vêtements qui, dit-on, n'auront rien à envier à ceux que l'on coupe encore dans les beaux tissus de Saville Row; et la principale compagnie anglaise d'ordinateurs, I.C.T. se place au troisième rang sur le marché mondial. Churchill, qui avait du sang américain dans les veines, avait tenté d'accréditer un nationalisme atlantique qui est mort avec lui, mais la communauté de la langue n'en continue pas moins à rapprocher l'Angleterre des Etats-Unis: elle peut encore jouer, entre les U.S.A. et l'Europe un rôle utile d'intermédiaire. Surpeuplée, elle peut envoyer ses jeunes dans les pays du Commonwealth où ils contribueront utilement à maintenir le culte et les traditions d'une culture dont les racines sont celles de la culture européenne. Au Canada, en Australie, en Nouvelle Zélande l'inquiète jeunesse des starlettes, des « mimets », des « flowers children », trouverait meilleur emploi à ses exubérances.

A. G.

Deux notions à bien définir ...

CO - EXISTENCE ET COLLABORATION

par M. de la Ventolière

La co-existence et la collaboration sur des « plates-formes » communes ne sont des termes relativement nouveaux que pour les naïfs qui peuplent les corridors du pouvoir dans l'Europe encore libre, mais pour les communistes ce sont des termes fournis par le léninisme classique. Même à l'époque stalinienne la co-existence était pratiquée avec beaucoup de succès par les communistes des deux côtés du rideau de fer. Quant à la collaboration, le parti communiste l'a toujours conçue sous la forme du travail des autres au service des forces communistes. Lénine a établi que toute collaboration destinée à renforcer la position politique et stratégique du communisme, est bienvenue. Lors du Congrès de la Deuxième Internationale en 1904, ce principe a été formulé sans ambiguïté et peut-être d'une manière plus cynique que les communistes de nos jours ne le voudraient. A cette occasion, un des congressistes s'est même levé pour affirmer qu'il se pourrait que l'intérêt du parti dicte à un moment donné l'alliance avec les éléments nationalistes d'un pays et que le parti aurait même à se prononcer contre le principe du suffrage universel. Lénine fait état de cette déclaration dans « Un pas en avant et deux pas en arrière », avec satisfaction.

Jusqu'ici nous n'avons pas de preuve irrefutable que le communisme ait renoncé au léninisme ou que les principes léninistes aient été révisés, et pour cause. Lénine est le créateur de la machine communiste de gouvernement; abandonner le léninisme c'est faire la contre-révolution. Ceci, nous le savons, n'est pas encore arrivé.

Co-existence au bénéfice de qui?

Depuis que le communisme existe nous avons eu à co-exister avec lui et depuis assez longtemps nous collaborons sans trop savoir si notre collaboration renforce le pouvoir communiste ou celui de l'Europe libre. Tout ce que l'on peut dire avec certitude est que depuis la grande offensive européenne de la Russie, suivie de près par les pays de l'Est, la co-existence, cette politi-

que de corridor, est devenue politique de gouvernement et la collaboration a apporté au communisme des avantages incontestables. Il suffit de citer le fait qu'à l'heure actuelle le monde libre est en train d'aider les pays communistes à affronter leur crise aiguë de devises; qu'en France, où au commencement de Ve République la collaboration était à la phase de « deux pas en arrière », elle se trouve maintenant pour le parti communiste à celle de « un pas en avant ». Le tact avec lequel les missions diplomatiques communistes s'approchent des anciens réfugiés devenus citoyens des pays libres n'est pas sans porter certains fruits pour le pouvoir communiste.

Collaboration... mais de quelle manière, et quand?

Le moment est donc venu de se demander si cette collaboration doit avoir lieu et si oui, de quelle manière. Ceci est d'autant plus difficile que dans le processus de collaboration se trouvent impliquées des puissances comme les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne. La Russie est en train de gagner maintenant la tranche européenne de son offensive de co-existence et de collaboration. Le projet du traité de non-prolifération nucléaire en est un parfait exemple. Mais c'est justement dans la nature européenne de ce traité qu'est le succès de l'offensive russe, qui nous ouvre les yeux sur le genre de collaboration que nous devrions envisager avec les communistes. Cette collaboration doit prendre la forme européenne même lorsqu'elle est envisagée sur un plan national. Ceci parce qu'en dehors de leur brutalité, les Russes n'ont aucune expérience européenne.

La collaboration doit profiter à l'idéal européen dans le sens que chaque fois qu'il s'agit d'un pas de collaboration, ce pas doit être fait par le communisme vers les exigences européennes et non pas vice-versa. Or, en Europe, il y a quelques exigences de premier ordre parmi lesquelles la liber-

té d'expression politique et culturelle des populations des pays captifs, la cessation de la subversion communiste dans les pays libres et dans les pays où les intérêts européens se trouvent affirmés, aussi bien que l'abandon par la Russie de la politique de sphères d'influence, apparaissent les plus pressantes. Personne n'a jamais contesté le droit de la Russie de recevoir à son tour la garantie de ses frontières naturelles d'avant la série de ses invasions, contre toute politique aventureuse en Europe, et le monde libre a toujours été prêt à fournir cette garantie.

Pour accepter la collaboration, l'Europe libre devrait prendre dans ce domaine la ligne européiste: pour tout geste de collaboration le communisme devrait prouver que de son côté il satisfait une des exigences européistes, que c'est lui qui fait un pas vers ces exigences et non pas l'Europe vers le communisme.

*Collaboration, mais
conforme aussi
aux intérêts de l'Europe*

L'Européisme est une conception assez large pour qu'elle permette des nuances favorables à une collaboration qui serait avant tout la collaboration du communisme avec les intérêts de l'Europe libre. Les communistes seraient les premiers à reconnaître que ce genre de collaboration mènerait inévitablement à la liquidation graduelle de leur pouvoir, mais puisque de toute façon cette liquidation est en train de se faire avec ou sans la collaboration avec l'européisme, ce qu'ils peuvent faire de mieux c'est de collaborer avec l'Europe libre. De son côté l'Europe libre, par l'acceptation de cette collaboration aiderait à la liquidation du communisme sans heurt et sans d'autres victimes. Les captifs ont besoin d'être protégés contre la violence de cette liquidation, cependant que les communistes ont eux aussi besoin de s'épargner autant que possible la vengeance de leurs captifs. Il s'agirait donc d'une période de transition de pouvoir dans laquelle l'Europe chercherait à protéger les captifs et les communistes à se protéger contre le pire. Il est de leur intérêt d'aider l'Europe libre à assurer la protection des captifs, car l'Europe y serait seulement au nom de ce principe humanitaire. C'est au nom de ce principe et seulement dans ses limites que l'Europe libre devrait accepter la collaboration des communistes. Co-existons en attendant et collaborons pour aider à une liquidation humanitaire.

UN APPEL DU MOUVEMENT EUROPÉEN

Sous l'impulsion de son actif secrétaire général M. Robert van Schendel le Mouvement Européen contribue efficacement à la construction de l'Europe unie. En janvier — le 19 ou le 20, aura lieu la réunion du Conseil Fédéral International du Mouvement constitué sur la base du nouveau Statut. Le siège de la réunion n'a pas encore été fixé. Elle groupera toutes les personnalités revêtant une charge dans le Mouvement. D'autre part une autre réunion a eu lieu le 20 novembre à Paris, sous la présidence de M. Maurice Faure, le Bureau Exécutif International du Mouvement Européen a adopté la déclaration en annexe.

A cette réunion étaient notamment présents: Sir Edward Beddington Behrens, Dr. Enzo Dalla Chiesa (Vice-Président de l'INAIL en Italie), le Baron F. C. von Oppenheim, vice-Présidents; MM. P. A. Blaisse (Pays-Bas), Georges Bohy, Etienne Hirsch, Livio Labor (Président de l'ACLI en Italie), C. O. Lenz (Membre du Bundestag), René Mayer, Dr. Karl Mommer (Vice-Président du Bundestag); J. H. C. Molenaar (Pays-Bas); M. André Morice, the Rt. Hon. Duncan Sandys (Member of Parliament); Etienne de la Vallée Poussin; André Voisin et Robert van Schendel, Secrétaire général.

DECLARATION

Le MOUVEMENT EUROPEEN exprime son inquiétude devant les lenteurs et les obstacles qui s'accroissent sur le chemin de l'unité européenne et redoute que ne s'évanouisse dans les méandres de l'action quotidienne, les grandes perspectives politiques qui en constituaient l'essence et la justification. Il appelle à une action vigoureuse les gouvernements et les autorités exécutives des Communautés afin que soit reprise la marche en avant.

Dans l'immediat, le problème qui se pose en premier est celui de la demande d'adhésion aux Communau-

tés de la Grande-Bretagne et de trois autres pays, si décisive pour l'avenir même de l'unité de l'Europe.

La Commission a soumis au Conseil un rapport sur les problèmes que soulève cette demande. Elle déclare que, pour aboutir à des conclusions précises, il est nécessaire d'avoir un dialogue avec les demandeurs. Le Mouvement Européen invite le Conseil à donner mandat, avant la fin de l'année, à la Commission, d'engager de telles conversations et de lui faire rapport sur leur conclusion. Il souligne que, à son avis, ces problèmes doivent pouvoir trouver une solution technique conforme à l'intérêt commun et que l'adhésion de la Grande-Bretagne et des autres pays est indispensable pour conférer à la Communauté les dimensions économiques et technologiques, le poids politique et l'équilibre démocratique nécessaire à son rayonnement.

Au surplus, après la récente dévaluation de la Livre, de telles conversations pourraient permettre d'orienter les décisions de politique économique de la Grande-Bretagne dans un sens favorable au développement de la Communauté.

En ce qui concerne le développement agricole, monétaire et technologique, il apparaît clairement que les décisions actuelles sont inspirées par la recherche d'un compromis entre les intérêts divergents des différents Etats plus que par la recherche de solutions à long terme conformes à l'intérêt général.

Le Mouvement Européen remarque que le renforcement des pouvoirs communautaires est seul capable de porter remède à une telle situation.

Dans les conflits récents, tels que ceux du Viet-Nam, du Moyen Orient, de Chypre, l'Europe a été hors d'état de faire entendre sa voix et d'apporter sa contribution à la recherche d'une consolidation de la paix. Cette impuissance résulte du fait qu'il manque une voix pour intervenir avec un poids suffisant dans le dialogue pratiquement exclusif entre les deux super-grands.

Le Mouvement Européen demande aux gouvernements des Etats membres, à titre de première étape vers leur unité politique, de charger la Commission de soumettre au Conseil des propositions en matière de politique étrangère, en particulier en ce qui concerne les relations avec le monde sous-développé, les pays de l'Est et le Moyen-Orient.

ASSOCIATION DES JOURNALISTES EUROPEENS

L'Association des Journalistes Européens est une institution fort active et dont l'importance ne cesse de croître. Au cours de sa dernière Assemblée Générale, à Bruxelles, elle a examiné un certain nombre de problèmes importants et entendu un exposé de lord Chalfont sur la requête d'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché Commun. Le compte-rendu des débats que nous publions ci-dessous est un panorama d'ensemble de l'opinion de la presse européenne. En outre elle a réglé quelques questions intérieures et d'organisation. En ce qui concerne l'élection de son président et le renouvellement d'une parti de son conseil directeur, la cinquième assemblée de l'A.J.E., constatant l'absence de candidats aux postes à pourvoir et notamment à celui de président, a décidé de proroger le mandat de l'actuel bureau, présidé par M. Charles Rebuffat du *Soir*, pour une durée maximale d'un an, avec la charge de préparer une modification des statuts dans le sens d'une plus grande souplesse — de façon à permettre au président ou à un mem-

L'Assemblée générale de l'Association des journalistes européens, réunie le 10 octobre 1967 à Bruxelles :

— demande instamment au conseil des ministres des Communautés européennes l'ouverture immédiate des négociations sur les demandes d'adhésion présentées par la Grande-Bretagne, l'Irlande, le Danemark et la Norvège, en prenant pour base l'avis de la commission européenne;

— fait appel aux gouvernements des six Etats membres pour renforcer, à l'occasion de la fusion des trois traités européens, les structures communautaires;

— constate la nécessité de promouvoir sans délais la réalisation d'une véritable communauté politique, qui permette à l'Europe d'assumer ses entières responsabilités sur le plan mondial, notamment au service de la paix.

bre du conseil d'être rééligible plus d'une fois — et de convoquer une assemblée ex-

traordinaire pour faire approuver ces modifications statutaires.

L'OPINION DES JOURNALISTES EUROPEENS

L'Association des journalistes européens (A.J.E.) a organisé sa cinquième assemblée générale à Bruxelles et Anvers du 8 au 12 octobre.

L'A.J.E. faisait ainsi, si l'on peut dire un retour aux sources, puisque c'est à Bruxelles qu'après les rencontres préparatoires d'Ostende, de San Remo et de Haus Lerbach se tint, en octobre 1953, son congrès constitutif.

Cette cinquième assemblée s'ouvrit sur un problème brûlant: Lord Chalfont, ministre d'Etat chargé des questions européennes dans le gouvernement de M. Wilson, présenta devant une centaine de journalistes de la Communauté, un énergique plaidoyer — en français! — en faveur de l'adhésion de la Grande-Bretagne à l'Europe des Six.

« Nous sommes réunis aujourd'hui cinq mois après la présentation de la demande britannique d'adhésion au sein des Communautés. Nous n'avons encore reçu des Communautés, constata Lord Chalfont, qu'un accusé de réception ».

Après avoir rappelé que le gouvernement britannique acceptait toutes les clauses du traité de Rome et souligné que ce sont les signataires mêmes du traité qui ont appelé « les autres peuples d'Europe qui partagent leur idéal à se joindre à leurs efforts », l'orateur déclara: « Nous avons répondu à l'appel. Je ne peux admettre le point de vue que l'appel n'a jamais été lancé ou voulu ».

Réfutant ensuite l'argument selon lequel la Communauté devrait progresser davantage vers l'union économique avant de s'élargir à de nouveaux membres — et dans lequel il ne voit qu'« un veto par ajournement » — Lord Chalfont donna la mesure de l'obstination de Londres: « Nous avons trouvé une porte portant une étiquette très claire et nous y avons frappé fort et nettement. Nous avons l'intention de continuer à frapper jusqu'à ce que la porte s'ouvre! ».

Pour le représentant du gouvernement britannique, les avantages que ne manque pas de retirer la Communauté de l'apport britannique, notamment dans le domaine technologique et scientifique seraient importants. « Nous admettons que les unions douanières ne sont pas suffisantes et il n'y a pas de doute que pour nous une union économique est une forme supérieure d'organi-

sation. Mais le succès ultime de la Communauté dépendra non seulement de ce qu'elle pourra ou non organiser pour faire cette union. Est-ce que la Communauté actuelle serait capable d'atteindre la taille minimum pour concurrencer convenablement les géants technologiques à l'avenir? Je pose en thèse que l'union économique serait dépouillée de son entière signification et de son intérêt si elle ne pouvait conduire à une Europe maintenant sa place parmi ceux qui mènent le peloton des économies développées. Les bénéfices complets d'une union économique sont liés à l'élargissement de la portée et de l'étendue de la Communauté, surtout et avant tout par l'accession de la Grande-Bretagne ».

Par contre, Lord Chalfont se déclara persuadé que le rejet ou l'ajournement de « la demande sincère et franche de la Grande-Bretagne d'entrer dans le Marché commun » aurait de « facheuses répercussion sur la vie interne de la Communauté même ».

Répondant aux nombreuses questions de l'assistance, le ministre d'Etat britannique devait préciser la position du gouvernement de M. Harold Wilson sur de nombreux points et réaffirmer en particulier que la Grande-Bretagne acceptait non seulement les traités dans leur intégralité, mais également les décisions communautaires prises depuis 1958 et en particulier la politique agricole commune.

Pour ce qui est de l'union politique, c'est un objectif qui « intéresse » la Grande-Bretagne, déclara Lord Chalfont, qui avança cependant le point de vue qu'il n'appartenait pas à un simple candidat à l'adhésion de donner un avis trop explicite sur l'évolution future de la Communauté, non plus que sur des questions telles que le rôle de la commission ou le vote majoritaire au sein du conseil, sur lesquelles les Six eux-mêmes semblent ne pas avoir de doctrine commune... Nous sommes prêts à accepter les transferts de souveraineté, dit-il en substance, non comme un mal nécessaire, mais comme un progrès.

Quant aux « liens spéciaux » de la Grande-Bretagne avec les Etats-Unis, Lord Chalfont souligna la nécessité de les transformer en

« lient spéciaux Europe-Etats-Unis », en liens de partenaires égaux entre les deux piliers d'une alliance.

De tout façon, devait conclure l'orateur, il y a certainement de nombreuses difficultés sur la voie de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté, il ne s'agit pas de les nier; il s'agit d'en discuter dans une négociation qu'il devrait s'ouvrir le plus rapidement possible. « Nous sommes prêts. Nous espérons que les Six le seront bientôt ».

Après ce brillant exposé, l'assemblée générale de l'A.J.E. poursuit ses travaux sur quatre plans.

1) Un débat politique, introduit par un rapport présenté par M. Francesco Gozzano de l'*Avanti*, et une conférence de M. Fernand Dehousse, vice-président du Parlement européen, fut conclu par une résolution adoptée à l'unanimité, (v. ci-dessus en p. 8).

Pour notre confrère Gozzano, l'absence de l'Europe dans les affaires mondiales « ne pourra certainement être comblée tant que par Europe on entendra la Communauté des Six, repliée sur elle-même, et tant que ladite Europe ne sera pas en mesure d'élaborer une plate-forme politique commune, capable de réaliser en son sein une synthèse et une harmonisation des différentes données nationales et des grandes lignes de la politique étrangère de chaque pays, et de se présenter à l'extérieur comme un organisme capable d'exercer une attraction sur d'autres pays, non dans le but d'acquérir la « primauté » (qui enfoncerait inévitablement ses racines dans une sorte de nationalisme européen) mais dans celui de contribuer, en jouant de son poids économique et politique, à la solution des controverses et des problèmes qui pourraient se présenter dans des zones voisines de l'Europe ». Ces constatations entraînent pour le rapporteur la nécessité « d'élargir la C.E.E. à la Grande-Bretagne et aux pays scandinaves et ceci pour des raisons de deux ordres différents: pour parvenir à un meilleur équilibre interne qui rendra vaines et irréalisables toutes les intentions d'hégémonie d'un pays ou d'un groupe de pays et pour fournir une idée concrète au reste du monde, jouer un autre rôle que celui de subordonné dans le grand concert des nations, contribuer de façon positive à la recherche de la paix, non en s'appuyant sur des positions nationalistes et conservatrices étriquées, mais dans l'intention de contribuer avec tous les peuples et tous les pays à la réalisation d'un meilleur équilibre mondial ». Or, que constate-t-on? D'un côté,

le désir d'hégémonie manifesté par le gouvernement français qui ne tient pas à voir une Grande-Bretagne membre de la Communauté s'opposer à ses desseins. De l'autre, cinq pays, sans stratégie européenne, « partagés entre le désir de faire avancer le processus d'intégration économique et, de l'autre, la volonté d'élargir la Communauté aux pays qui y ont sollicité leur entrée, mais manquant toutefois du courage nécessaire pour en tirer les conséquences ultimes que comporte la fidélité à cet objectif ».

Pour M. Dehousse, les Communautés sont confrontées à trois problèmes d'égle importance; celui de leur consolidation, notamment par l'élection directe du Parlement européen et l'accroissement de ses pouvoirs; celui de leur élargissement, par l'adhésion des pays qui en feraient la demande à condition qu'ils aient des structures économiques fortes et un régime démocratique; enfin, celui de leur fusion, qui ne devrait cependant pas entraver ou ralentir les négociations avec la Grande-Bretagne. En dépit de toutes les difficultés objectives qui sillonnent ces trois voies parallèles de l'unification européenne, le vice-président du Parlement européen s'est déclaré « optimiste à moyen terme », car, dit-il, « nous sommes poussés par des courants convergents ».

2) Un débat sur l'information européenne, qui fit suite à une « table ronde » avec les responsables des services de presse et d'information des Communautés européennes et du Parlement européen (notamment M. Coppé, membre de la commission des Communautés, M. Rabier, directeur du service commun de presse et d'information et les porte-parole des trois Communautés), permit de constater dans ce domaine quelques lacunes. L'assemblée de l'A.J.E. prit en conséquence la décision de charger sa commission de l'information « de poursuivre ses efforts en vue de la réalisation d'un certain nombre de mesures pratiques, telles que la création d'un fichier des journalistes spécialisés ou appelés à l'être, l'organisation de stages professionnels de formation et de recyclage, etc. ».

3) Une partie importante des travaux de l'Association des journalistes européens fut consacrée aux questions professionnelles. L'A.J.E. a appelé de ses vœux la « constitution d'un comité consultatif » — qui serait chargé d'étudier les problèmes professionnels des journalistes dans le cadre de la Communauté — et demandé que l'Association soit représentée à part entière dans ce comité.

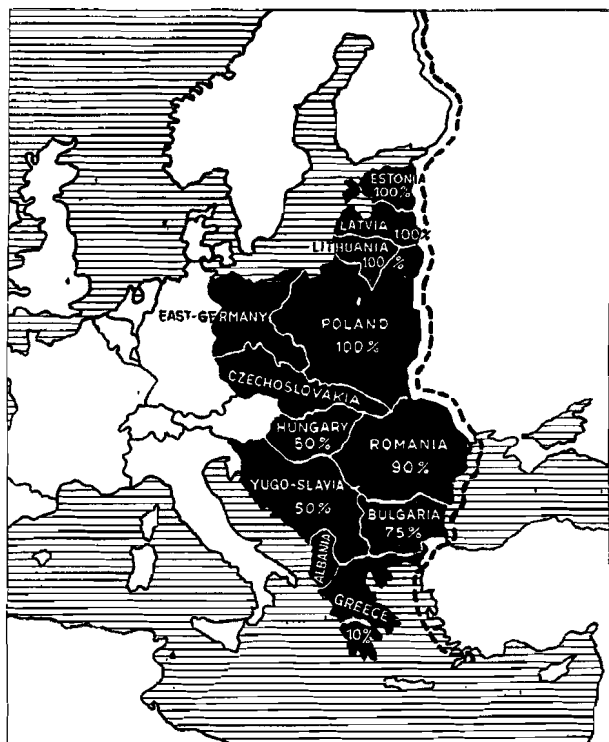
number 12

europa east bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE
REVIEW « BULLETIN EUROPEEN »

ROME

DECEMBER 1967



ROMANIA DEFIES KREMLIN

Romanian Communist Party chief Nicolae Ceausescu accused the Soviet Union of exerting economic pressure and violating agreements. He indicated Russia was doing this to force Romania back into the Soviet sphere of influence.

In a dramatic show of defiance of Kremlin domination, Ceausescu said Romania "will not tolerate such violations as a principle in relations" with other countries.

Addressing a national Communist Party conference, Ceausescu did not name the Soviet Union, but it was clear that he addressed himself to Moscow, using some of the strongest phraseology yet heard from a Romanian leader in defense of this country's independent course.

Ceausescu said "differences of opinion" (over Romania's role in the East European alliance) should not be carried to the extreme of "influencing economic relations."

Referring to the frequent Kremlin charges that the Romanian attitude caused damage to Communist unity, Ceausescu said:

"To strive for national prosperity must not be taken for a policy of nationalistic isolation... amounting to a withdrawal from the socialist community."

Meanwhile sources here said Romania and the Soviet Union will probably not have a new friendship treaty ready for signing by Dec. 31 when their current 20 year pact expires.

The sources said both countries are now almost a year late in declaring their formal renewal of the pact which the Romanians would like to reword to emphasize their independence in foreign as well as domestic policy.

They said serious negotiations on a reworded pact had not yet begun although the original agreement calls for both sides to renew or denounce the treaty one full year before its expiry date.

TRADE ACCORDS

Ceausescu did not explain the nature of the violated agreements' referred to in his speech but he was believed to have had in mind long range treaties with the Soviet Union on raw material deliveries which reportedly have been slowed down as a result of the political feud. Western sources recently received unconfirmed reports about a slow-down in Soviet Union ore deliveries for the huge steel and iron combine

of Galati, a show-piece of Romania's rapid rise in heavy industrialization.

The Romanian steel industry is largely dependent upon raw material resources in the Ukraine, but new plans call for a gradual shift to West European and Indian resources.

Ceausescu said "some international agreements" had not been observed by Romania's partners, while "one-sided renunciation of agreements" had caused delays in Romanian long-term planning.

He said this brought up the question whether economic agreements "are to be observed only on temporary conditions" by the other side.

Ceausescu's four hour speech, greeted by nearly 2,000 delegates with thunderous applause, brought the first disclosure of economic troubles in the wake of Romania's dispute with the Moscow camp over her neutral stand in the Sino-Soviet feud.

Some observers also interpreted it as an indication that the Bucharest regime may already

have decided to stay away from the consultative meeting of Communist parties scheduled for next February in Budapest, Hungary, to deal with the Chinese issue.

Ceausescu had used the national conference as a platform to announce plans for a sweeping reorganization of the Party and government apparatus in line with party directives designed to streamline the vast administrative and planning machinery.

The plans call for drastic reduction of overlapping party and government powers, clearly putting the Party in control of key functions formerly shared with the government, and relegating some government ministries to secondary organs charged with carrying out party orders.

Ceausescu refrained from naming officials marked for demotion, but he made it understood that the hierarchy was in for a major reshuffle.

The young generation of proteges of the 49-year-old leader reportedly stands posed to move into top positions.



The exploitation of the Romanian people by the Russians was also a phenomenon of the political life of this unhappy country a hundred years ago under the régime of the Czars. This caricature, drawn by the great French artist Daumier, illustrates how the Russian occupiers of that epoch used to rob the Romanian peasant of even the iron nails of his shoes to get metal for their armament industry!

HUNGARY

REFORMED CHURCH SYNOD

Calvinist churchmen from as far away as Australia and America were in Debrecen to hear Dr. Hezso Trautmann, Hungary's Minister of Construction and Urban Development, eulogize the role of the Reformed Church during Hungary's past 400 years and survey its present status vis-à-vis the government:

The relationship of the Hungarian People's Republic and the Hungarian Reformed Church is excellent and ordered. The agreement signed in 1948 has practically and theoretically fulfilled all expectations and weathered all storms; it was instrumental in bringing about mutual respect for the principles of the other party and became the basic foundation for joint work.

The occasion of his comments was a two-day meeting of the church's Synod in the capital of Hajdu-Bihar County May 19-20 in observance of the 400th anniversary of the Hungarian church's establishment. Clergymen of Calvin's persuasion met in 1567 in Debrecen to endorse the doctrines of the "Second Helvetic Creed" of Geneva as their own; one of the creed's most distinctive points was the church's complete independence of the state.

At the height of its influence the Hungarian Reformed Church shared with Lutherans and Unitarians the religious allegiance of 90 percent of the population. But the Hapsburgs recatholicized Hungary, and no more than a quarter of all Hungarians were Calvinist before World War II. The church today is in no position to assume a controversial stance, and the Synod's official statement, issued at the close of the celebration, reflected this fact.

During our generation very profound changes have occurred in the life of our nation. Only God has saved our nation from erring during the course of social changes, and helped it to find its place in the new society and to advocate the true cause of our people.

Today we can rejoice and be grateful to see the links of love that connect our church and Hungarian society, that this society esteems and respects the patriotic love of our church and our service for the happiness of the Hungarian people. (Reformatuskok Lapja [Budapest]).

In an effort to show that there is religious freedom in Hungary and that state-church relations are good, the government refurbished the 400-year-old Debrecen Reformed College for the occasion and even invited representatives of Hungarian Reformed churches from abroad—but refused visas to expatriate churchmen who had criticized repressive government measures in the past.

The domestic secular press gave very brief coverage to the anniversary festivities, none of the reports being prominently displayed. Home-

land Radio, on the other hand, provided wide publicity in an apparent effort to exploit its propaganda possibilities abroad.

NEW EVANGELICAL BISHOP

The Presbytery Synod of the Hungarian Evangelical Lutheran Church scheduled the investiture of Dr. Erno Ottlyk, professor of theology and general secretary of the Ecumenical Council of Hungarian Churches, as a bishop of the church on June 20. Dr. Ottlyk has received the endorsement of the State Office of Church Affairs, now a necessary preliminary for high ecclesiastical appointments in the church. Dr. Ottlyk succeeds Dr. Lajos Veto, one of the church's two bishop and ex-member of Parliament, who retired May 15 for reasons of health after 19 years in the church office. Dr. Veto was praised by the church Elders and his colleague, Dr. Zoltan Kaldy, for his policies of co-existence with the government. (Evangelikus Elet).

HANDING DOWN RESPONSIBILITY

The Presidential Council amended a 1959 decree to transmit its control of the State Office of Church Affairs to the Council of Ministers. The change in authority means a de jure downgrading of church affairs to the jurisdiction of a power organ long exercising de facto executive control in church matters. (Nepszabadsag).

HIGH EMBEZZLER

Gyorgy Varga, former president of the People's Central Control Committee, was dismissed from his post and expelled from the party recently for misappropriating for personal purposes some of the official funds at his disposal. As president of the control committee, Varga had been entrusted with safeguarding public property and the integrity of public life.

Varga, a secretary of the Hungarian trade Union Council since the beginning of 1957, became president of the committee in March 1963. (Partelet).

EXPANDING THE CONTROL COMMITTEES

The Presidential Council on May 12 amended a former decree, increasing membership in the District People's Control Committees from three to five and in the County People's Control Committees from five to seven. The move was seen as part of the government's systematic efforts to increase the organizations' effectiveness in reducing graft and growing thefts of socialist

property and helping implement party programs. All people's control committees are responsible to the Council of Ministers for their performance of these duties. [Nepszabadsag [Budapest], May 13.]

EASING FOREIGN TRADE

To increase the flexibility of foreign trade, the government announced that it will make hard currency...available to enterprises doing business abroad.

—Foreign currency limits for import enterprises will be formally lifted. The only condition required for an import license (entitling the enterprise to draw on hard currency for its purchases) is an equivalent amount of cash in forints. But the state may require an extra bank deposit several times the purchase price.

—Exchange quotas will continue for institutes, councils and like organs, except those that are hard currency earners.

—All foreign currency received must be delivered to the Hungarian National Bank, including bills of exchange.

—To satisfy their import requirements, enterprises may draw foreign exchange credit at interest from the National Bank.

—The Ministry of Finance, through the National Bank, will exercise the main authority over foreign exchange transactions. The bank will be the central operative organ; it will control security deposits, authorize acceptance of foreign credits and control the enterprises' hard currency policy. The issuance of import licenses will remain under the control of the ministry of foreign trade. All provisions of the resolution will take effect next January 1. [Nepszabadsag]

WASHINGTON DEFECTORS

The US State Department announced June 1 that Erno Bernat, 33, press secretary of the Hungarian Embassy in Washington, had sought and received political asylum in the country in April—some weeks before the May 17 defection of Janos Radvanyi, the recalled Hungarian chargé d'affaires. With Bernat are his wife, three children and mother-in-law.

Citing "authoritative sources," The New York Times reported June 2 that Bernat was actually an officer of the Hungarian intelligence service—a major in the State Security Department of the Ministry of Interior. If so, Bernat would be the second Hungarian intelligence officer in 18 months to defect to the US. The other was Laszlo Szabo, attached to the Hungarian Embassy in London.

Hungarian news media first announced the defection of diplomat Radvanyi on May 25, eight days after the event. Radio Budapest quoted a short official communiqué, issued through the Hungarian news agency MTI, that said the former chargé d'affaires had "disloyally abandoned

his post and declared that he wants to settle in the US."

The communiqué added that the American chargé d'affaires in Budapest had been informed that the participation of American authorities in Radvanyi's defection "was a step which worsens relations between the two countries." An official Hungarian government inquiry has been launched to clarify the circumstances of Radvanyi's move.

HOW TO THINK

The Ministry of Public Education has decided to introduce a course in Marxist-Leninist apologetics into the curriculum of twelfth graders, beginning with the 1967-1968 school year.

The course, to be known as "The Bases of Our Ideology... aims at preparing the students to see correctly, judge and evaluate political, economic and ideological issues and assisting them in acquiring the right dialectical materialistic thinking and a uniform scientific world view. It will enable students to learn the synthesis of ideological subjects and find their way in political issues, and rightly to judge the society in which they live. The target is to teach the children to debate well, to emphasize the right points at issue" (Dunantuli Naplo).

The National Pedagogy Institute, which conducted several years of experiments before proposing the new course, is now arranging study plans for the teachers and hopes to put out a textbook by fall. The new subject will be taught three hours a week. The Institute found that 90 percent of high school children given a pilot course in the subject made "correct replies" to an ideological quiz, while only 49 percent of the untutored students did so.

CRASH COURSE FOR BUILDERS

Leading economists in the construction industry have undergone a three-week training course for industrial leaders in the New Economic Mechanism that will take effect next year. The course was opened May 15 by Deputy Minister Jozsef Bondor at Miskolc University for Technical Sciences in Borsod County.

Top experts lectured 30 economists from each branch of the Ministry of Construction, Housing and Development, debating each point of the course's agenda with their audience. The course was an outgrowth of pioneer research by the industrial-economic faculty of the University in training industrial leaders. The faculty established a boarding school for continued training three years ago to enable industrial leaders to avail themselves of daily consultation with the professors and a chance for further study. The professors, meanwhile, formed groups to study foreign experiments in economics and administration.

Industrial training methods developed at the school are said to have attracted attention in

other communist countries and a delegation of East German, Czechoslovak and Cuban experts are studying them. Cuba also intends sending students on a regular basis. (Eszakmagyarorszag).

A BRIDGE-BUILDING FAIR

This year's Budapest International Fair, billed as lineal successor to Hungary's first industrial fair 125 years ago, closed May 29 after establishing a record in business turnover among its 1,291 foreign and 872 Hungarian exhibitors. There would have been more exhibitions but for space limitations, which forced the government to turn down "a good number" of bids for foreign exhibits.

Premier Jeno Fock noted with satisfaction that foreign business representatives used the fair as "a general meeting place" to transact deals with their Hungarian counterparts (Nepszava [Budapest], May 23). Homeland Radio (May 17) forecast that Hungarian businesses would conclude several hundred agreements with British, Swiss, Italian, French, Belgian, Swedish and West German firms at the fair.

There were 29 American exhibitors at the ten-day fair, including aluminum, general tool and mining equipment manufacturers, concrete pipe machinery producers and the Westinghouse corporation. France was represented by 250 firms, Great Britain by 27. A new glass hall housed the Austrian and East German exhibits.

CZECHOSLOVAKIA

BEFORE THE MIDEAST CRISIS

Czechoslovak ties with Egypt and Syria had dwindled before the Middle East crisis heated up late last winter. Contacts began picking up in April when Chairman Miroslav Pastyrik of the Czechoslovak Central Trade Unions Council signed a joint communiqué with UAR Federation of Labor Chairman Ahmed Fahim at the end of an eight-day visit to Egypt.

The communiqué expressed "satisfaction with the constant strengthening of friendly relations" between the two countries' "working people" and seemed designed to insure a certain measure of communist influence in Egypt's social development (Prace).

Similar considerations also appeared to be behind the subsequent invitation by the Czechoslovak Communist Party University of a three-man study delegation from the UAR Arab Socialist Union's Institute of Socialist Studies to Prague (Rude Pravo).

Back from a tour of eastern Arabia and the Levant, Czechoslovak Foreign Trade Minister Frantisek Hamouz told Hospodarske Noviny that Czechoslovak exports to Arab countries made up 30 percent of all CSSR exports to developing nations. He said that technical assistance accompanied exports of engineering products and complete plant installations to Syria, Lebanon and Kuwait. He also said that Czechoslovakia was going to build its second oil refinery in Syria soon.

In the military sphere General Otakar Rytir, Czechoslovak army chief of staff, after a 12-day visit to the UAR, signed an agreement in Cairo extending "cooperation" between the Czechoslovak and UAR armed forces to areas of secondary-school military instruction, combat preparation and military medicine. (Rude Pravo)

This was followed with an eightday visit to Syria by National Defense Minister General Bohumir Lomsky and a Czechoslovak military delegation at the invitation of the Syrian Defense Minister, General Hafez Assad, a month later. The Czechoslovak press furnished no details on what developed. In a parting toast, Gen. Assad paid tribute to the growth of all-round cooperation between the two countries. (Rude Pravo)

President Nasser's blockade of the Gulf of Aqaba a week later brought endorsement of Egypt's and Syria's positions:

What has happened to date is a serious defeat of US imperialism in the Middle East. From the defenseless position in which it should have found itself, according to the American-Israeli plan, the UAR has passed into counterattack, taking strict care not to deviate from the framework of... international law.

By May 13, the United Arab Republic and Syria [had come to] the conclusion that the unusually great concentration of Israeli units at the Syrian border represents an immediate preparation of an attack against Syria... The goal was to create by aggressive action into the territory of southern Syria such a situation in the country that the position of the progressive Syrian government would become untenable and its existence impossible... (Rude Pravo)

PUGWASH MEETS

The Sixth Conference of the Pugwash Study Group on European Security met in May at Marianske Lazne (Marienbad) drawing participants from 13 countries besides Czechoslovakia and the two Germanys. The scientists and others attending divided into three study panels deal-

ing with European cooperation and integration, problems affecting European security, and nuclear nonproliferation.

The most tangible result was a unanimously-adopted statement urging all nuclear powers—particularly Great Britain, France and China, the only major nuclear power not represented—to stop stockpiling and "take gradual steps to reduce their arsenals." The statement also urged the US and the Soviet Union to resume 18-nation disarmament committee talks in Geneva "as soon as possible."

The committee concluded that a universally acceptable text could be formulated for a terrestrial nonproliferation treaty and rejected technical objections as having "no solid basis." These "could be eliminated by a system of safeguards," the committee's statement said. (Rude Pravo)

1967 BUDGET

The National Assembly adopted the 1967 budget May 18 after a considerable delay occasioned by wholesale price adjustments. Minister of Finance Bohumil Sucharda reported a balanced budget of 142.5 billion korunas—9.7 percent less than last year's budget.

The regime's new policy of giving enterprises more authority to finance their own production accounts for the reduction. But apart from government financial assistance to and levies from the national economy in 1966, the 1967 budget is really five percent above last year's "on a comparable basis," Sucharda noted.

The 1.5-percent increase in defense expenditure, "equal to last year's expenditure on a com-

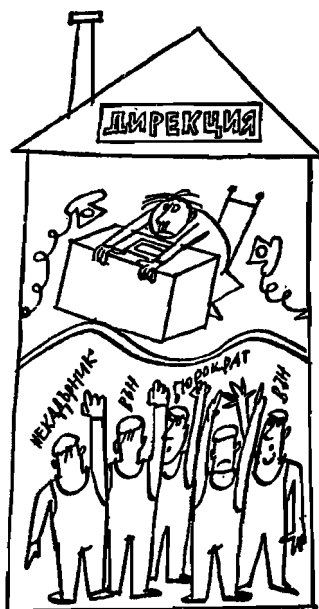
parable basis," Sucharda said, is due at least in part to the rise in wholesale prices. The budget in general aims at a consolidation of the economy in the spirit of the party CC's May plenum, he said.

A comparison of revenues and expenditures with those in last year's budget yields the following picture (in billions of korunas):

	1966	1967
Revenues	152.9	142.5
Gross income levies	30.9	44.6
Turnover tax	52.0	39.2
Direct tax	15.3	16.7
Other sources	54.7	42.0
Expenditures	152.9	142.5
National economy	88.9	68.1
Cultural and social welfare	50.3	58.8
Defense	10.8	12.4
Administration	2.9	3.2

Sucharda said a 6.7-percent increase in gross industrial output would be needed to realize the revenue planned in the budget (this year's state plan calls for a 5.1-percent growth). He pointed to the continued appearance of "negative tendencies" in the spheres of investment and external economic relations and urged adjustment of wholesale prices to specific market conditions "after deliberation, yet without delay." But as for retail prices, he predicted only gradual minor revisions.

Sucharda also took occasion to point to "the growing share of Slovakia in the building of the country." He noted an 8.1-percent industrial production increase there—"much higher than the national average of 5.1 percent"—and a higher growth rate in Slovak enterprises' profits. (Rude Pravo).



Economic reform is to encourage initiative from below: "Out with him!" STURSHEL (Sofia)

EAST - GERMANY

MORE LETTERS TO WEST GERMANY

East German officials continued to fire missives at West Germany. Following the letter addressed to Bonn's Chancellor Kurt Georg Kiesinger by East German Premier Willi Stoph, the ministers of transport and of postal services took pens in hand.

Minister of Transport Erwin Kramer wrote to West German Transport Minister Leber suggesting a meeting to "negotiate concerning the absence of treaties vis-à-vis railway goods crossing the borders of the two German states." He recalled that a previous communication on the matter dated February 1967 had gone unanswered. "As this involves matters of principle," said Kramer, "it is essential that the transport ministers of the two German states negotiate." (Neues Deutschland).

Minister of Postal Services and Telecommunications Rudolph Schulze revealed to Neues Deutschland (May 19) that he had written to the West German Minister of Postal Services Dr. Dollinger calling for payment of one billion marks allegedly owed to East Germany for postal services. An earlier letter dated April 26 had been returned unopened by the West Germans.

THE KIESINGER RESPONSE

On June 14, the Bonn government made public the text of a letter addressed to East Germany in response to Stoph's request for a meeting with West German Chancellor Kurt Kiesinger. Kiesinger rejected Pankow's suggestion, and offered instead to appoint a deputy to meet with an East German representative to discuss "how we can prevent Germans, in the period of forced division, from diverging in their lives." Concerning the East Germans, Kiesinger added: "As long as these people are denied their will to testify about the fate of our nation, it is the duty of the freely elected federal government to speak for them."

The East Germans called Kiesinger's letter a "document of the cold war," and repeated that the "government of the German Democratic Republic remains ready to have representatives of both governments prepare negotiations between the Chairman of the Council of Ministers and the West German Federal Chancellor." (ADN).

ECONOMIC GOALS FOR 1970

Meeting for its 27th session on May 26, the People's Chamber put its stamp of approval on the long-range economic goals set forth at the Seventh Socialist Unity Party Congress were described as designed to bring "the economic

system of socialism to full effectiveness under the conditions of the scientific-technical revolution." (Neues Deutschland)

The main targets are increases of 37-40 percent in industrial production, 30-32 percent in agriculture and 45 percent in foreign trade by 1970 as compared with 1965. The program places heavy emphasis on intensified mechanization and automation, and calls for concentration on the production of data-processing machinery, semiconductor technology and microelectronics, with the chemical and atomic power industries getting special attention.

Other targets include the following increases to be achieved by 1970 over 1965: national income, 28-32 percent; labor productivity (in industry), 40-45 percent, (in agriculture), 30-35 percent; volume of investments, 48-52 percent; real income, 19-21 percent; industrial production, 37-40 percent; supply of industrial goods, 28-30 percent; supply of foodstuffs and luxury goods, 18-20 percent; agricultural production, 13-15 percent; building production, at least 40 percent; trade with the USSR, 45-50 percent.

WINZER IN THE MIDDLE EAST

Foreign Minister Otto Winzer returned to East Berlin on May 21 following a tour that took him to the United Arab Republic, Syria, Lebanon, Algeria and Iraq. Although Radio Moscow reported on May 24 that Winzer had concluded "various agreements" with the group of Arab countries, nothing was said as to their content.

In a statement issued by ADN on May 21, Winzer said that his discussions with Arab leaders included "bilateral relations and how cooperation can be extended to new fields and how a new and higher quality of official relations can be achieved between the GDR and these countries."

Winzer was cautious about the possibility of early moves to establish diplomatic relations with the Arab countries, noting only that "as a result of my Arab tour I am more convinced than ever that our comprehensive and diverse relations with the countries visited and the friendly spirit of solidarity which surrounds them will find their appropriate external form in official relations."

After a subsequent trip to Finland, he was more emphatic about establishing formal relations with that country. He said that "all our talks made it quite clear that Finland recognizes the existence of two German states, and the government, parliament and all progressive forces strive to develop relations, as varied as possible, with both German states on the basis of complete equality." (Neues Deutschland).

ON NONPROLIFERATION

A West German memorandum issued May 17 dealing with the Federal Republic's stand on disarmament drew the expected blast from the East German Foreign Ministry. Bonn's statement was condemned as yet another effort to obtain nuclear weapons while pretending through "dangerous demagoguery" to repudiate them. (Neues Deutschland).

The Foreign Ministry statement went on to condemn the West German memorandum—which noted that the Bonn government had renounced the production of nuclear arms as early as October 1954—as "part of the West German campaign against international détente."

During the past few weeks Ministers Strauss and Schroeder have repeatedly reaffirmed the policy of continued and intensified nuclear arming of the West German Bundeswehr. Encouraged by their inclusion in the nuclear planning group in the three-power committee for leadership of NATO, the ruling circles of West Germany try to keep access to nuclear weapons open for them.

THE FDJ PARLIAMENT

First Secretary Walter Ulbricht absented himself from the sessions of the Eighth Parliament of the Free German Youth, the communist-con-

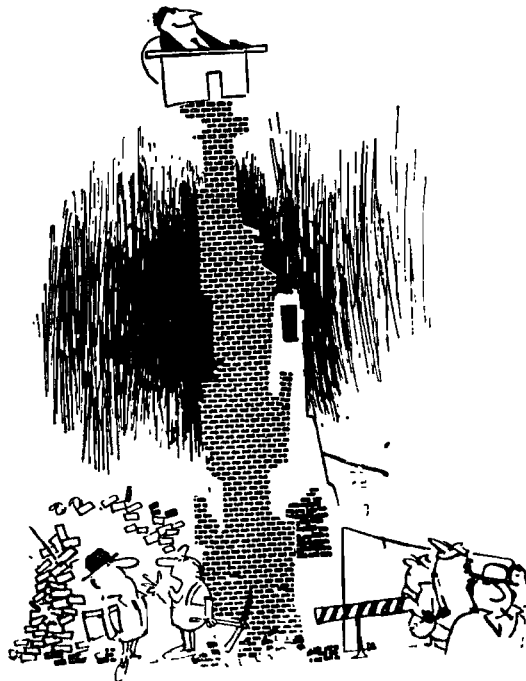
trolled youth organization which met in Karl-Marx-Stadt May 10-13. But a message from him was read by Politburo member Erich Honecker. Ulbricht called on the young communists to prepare to take over leadership of the "scientific-industrial revolution" which the country would experience over the next 20 to 30 years guided by the decisions of the party congress. He said that the party had always lavished its "loving care" on the young, and would continue to do so in the future. (Neues Deutschland).

The young parliamentarians responded in kind. A letter from them to Ulbricht declared: "The decisions of the Seventh SED Congress—the party congress of youth—are for us the program of active participation in shaping the developed social system of socialism." (Neues Deutschland).

NEW MINIMUM WAGE RATE

The minimum wage went from 220 marks to 300 marks a month on July 1 following a directive by the Council of Ministers. The directive also called for a series of graduated increases for wage-earners getting less than 400 marks a month. (Neues Deutschland).

The increases, implementing a decision of the Seventh SED Congress, raised wages of the lowest-paid workers from 10 to 80 marks a month. The increases went into effect in all enterprises and institutions.



"Can't move this director. He's somebody's close relative".
LÚDAS MATYI (Budapest)

Lettres d'Angleterre

de C. Michael - Titus

"Merci mon général"

Le Président de la France n'a pas dit « NON ». Ce n'est pas son deuxième « NON », car il n'a jamais dit « NON » à l'entrée dans le Marché Commun d'une Angleterre européenne; ce que le Président a dit en 1962 et ce qu'il vient de répéter en 1967 c'est l'impératif pour l'Angleterre de devenir un pays de structure et d'orientation européenne avant d'entrer dans l'organisation européenne la plus importante. M. Wilson et ses amis ne peuvent évidemment pas comprendre qu'un pays devrait plutôt être d'abord européen et ensuite chercher l'entrée dans une organisation européenne. Il ne peuvent pas comprendre non plus, qu'il n'est pas absolument nécessaire d'appartenir à la Communauté pour devenir européen. Ces messieurs croient, au contraire, que la qualité de membre de cette Communauté doterait soudainement l'Angleterre d'une structure et d'une orientation européennes. Ils croient à ce miracle comme ils croient au miracle travaillistes, et ceci, en supposant qu'ils soient sincères dans leur naïveté.

Mais les Anglais, ces Anglais honnêtes et anonymes qui forment la grande nation que le Président français honore sincèrement, ces Anglais qui ne se trouvent pas à Westminster et qu'on oublie trop souvent à 10, Downin Street, eux, ils ont compris que pour entrer dans la Communauté et non pas « la joindre » ou « être avec », eux et leur pays doivent parcourir un chemin difficile de transformation, un chemin sur lequel la glorieuse machine sociale et administrative victorienne de la Grande-Bretagne, doit être abandonnée à la ferraille et remplacée pièce par pièce avec un appareil moderne que M. Wilson et ses amis ne savent pas construire et ne sauraient pas manier s'ils l'avaient. C'est pourquoi, ces Anglais ont poussé un soupir de soulagement lorsque le Président français a réitéré ses conditions et ce soupir vaut un « merci mon général! ».

Ce « merci » modeste dans son silence et grandiose dans son anonymat, est tout d'abord celui de ceux qui ne voudraient pas voir leur pays devenir la cinquième roue de

la charrette européenne. C'est le « merci » de ceux qui se rendent compte que l'Angleterre victorienne d'aujourd'hui, l'Angleterre des « cravate au prestige », des « humbles sevitours de ces cravates », des cercles fermés aux « non-initiés » même quand ces « non-initiés » sont des experts et des spécialistes, cette Angleterre qui ignore encore son élite intellectuelle sauf celle d'extrême gauche. ne saurait faire face honorablement aux valeurs et aux cadres de niveau élevé de la Communauté.

Mais, le « merci » est aussi celui de ceux qui restent encore fidèles à la fiction du Commonwealth et à la fraternité anglo-saxonne. Ils sont désuets, parfois inouïs, sympathiques et surtout sincères, mais ils sont beaucoup et un référendum prouverait peut-être qu'ils sont la majorité. Ils sont les victoriens de notre siècle et ils ont l'avantage de rappeler au peuple une image lointaine d'une Angleterre de contes de fées. Ils sont suivis de près dans le même soupir de soulagement par les nationalistes, les « patriotes » fidèles à la tradition glorieuse célébrée par Kipling. Ces nationalistes sont encore attachés à l'image d'une Angleterre grande puissance mondiale et n'accepteraient dans la Communauté européenne que le rôle hautain de « leader ». Eux aussi sont nombreux et sincères.

Voici donc la vérité qu'à Westminster on s'efforce d'ignorer: il y a une majorité anti-européenne en Angleterre, un Premier-Ministre qui a été élu sur un programme anti-européen et une profonde méconnaissance de l'Europe dans la grande masse du peuple anglais. Cette majorité n'est guère politique, car ses raisons sont différentes et irréconciliables, mais aucun gouvernement qui se dit encore démocratique ne saurait l'ignorer à la longue. Cette majorité a poussé son soupir de soulagement lorsque le Président français a rappelé à M. Wilson et à tous ceux qui se prétendent européistes, que pour entrer dans une organisation européenne il faut être européen; et ce fut le « merci mon général! » de tous.

Télécommunications et coopération européennes

Un intéressant exposé de sir Edward Beddington - Behrens

Président du Conseil Britannique du Mouvement Européen

Neus empruntons à la revue « L'Europe en formation » (oct. 67) ce compte-rendu d'une initiative concernant l'un des problèmes vitaux de la coopération européenne

De grandes améliorations sont nécessaires — et même urgentes — dans les télécommunications européennes, pour qu'elles deviennent l'élément moteur de l'expansion économique. Afin d'alerter l'opinion publique et de susciter un mouvement d'intérêt pour ces questions dans tous les pays européens, le conseil britannique du Mouvement européen a organisé en juin dernier, à Londres, une rencontre sur le thème: « la coopération européenne dans le domaine des télécommunications ». La réaction à cette initiative fut

En dehors de l'intérêt considérable des discussions techniques, la rencontre de Londres a obtenu trois résultats importants.

- En premier lieu, le sénateur Giovanni Spagnoli, ministre italien des postes et télécommunications, a proposé d'organiser des rencontres régulières entre les ministres européens responsables des télécommunications en Europe. En effet, bien qu'il y ait des organismes du type de la Conférence européenne des administrations des postes et des télécommunications (C.E.P.T.), il n'y a pas eu encore de rencontre de ministres à l'échelon européen, telles qu'elles existent dans d'autres domaines, par exemple dans celui des transports. M. Spagnoli déclara qu'il prendrait contact lui-même avec ses différents collègues pour organiser dans l'avenir de telles rencontres, et cette proposition fut chaudement approuvée au cours de la séance de clôture par le Dr. Werner Dörlinger, ministre allemand, et par M. Henri Maise, ministre belge. Il semble donc vraisemblable que cette initiative constitue le point de départ d'une série de réunions de la plus grande importance pour le développement des télécommunications européennes.

- Il apparut clairement, en second lieu, que se faisait sentir le besoin d'un organisme plus largement représentatif des usagers. A certains points de vue, nous sommes tous des usagers, mais les seuls à parler en leur nom, au cours de la conférence, étaient des membres de l'Institute of Office Management qui représentent les plus importantes sociétés de matériel électronique du Royaume-Uni. Mais, si importantes qu'elles soient, les grandes firmes ne

très encourageante. La plupart des pays européens étaient représentés par leur ministre responsable des télécommunications ou par des directeurs généraux des administrations compétentes. Certains dirigeants de grandes sociétés industrielles, assistaient également à cette manifestation, ainsi que des représentants des usagers. Il s'agit là d'un fait notable, car c'est la première fois que des porte-paroles de ces trois catégories — administrations, industrie, usagers — se rencontrent à l'échelon européen.

représentent encore qu'une petite minorité parmi les centaines de millions d'usagers, et il faudrait susciter une représentation beaucoup plus large de cette catégorie. Dans certains pays les parlementaires auraient, à cet égard, à jouer un rôle important. A la suite d'une initiative prise par Sir Geoffrey de Freitas, président de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, la création au sein de la commission des sciences et de la technologie d'un sous-comité des télécommunications est à envisager. Il réunira des représentants des Parlements européens, portant un intérêt au développement des télécommunications et ayant dans ce domaine un compétence particulière. Comme l'ont démontré les débats de cette conférence, apparaîtra également, au cours des dix prochaines années, la nécessité de développer des systèmes extrêmement complexes de communications à l'aide d'ordinateurs et entre les ordinateurs eux-mêmes. Il serait nécessaire d'avoir dans ce domaine des projets mieux coordonnés, en groupant des experts des télécommunications, des programmeurs et de futur usagers, travaillant ensemble, plus étroitement, dès le démarrage de ces nouveaux ensembles. Je suis convaincu que la conférence aura aidé à faire un pas en avant dans cette direction.

- En troisième lieu, un aspect intéressant s'est dégagé des débats: à savoir la nécessité d'étudier davantage les possibilités que comporte dans le domaine de l'éducation un système européen de communications per satellite. Les experts ont envisagé les nombreux services qu'un tel système pourrait rendre. Toutefois les spécialistes de

l'éducation manifestent à cet égard un certain scepticisme. C'est un domaine dans lequel les opinions ne peuvent être pour le moment que très personnelles. Je suis quant à moi persuadé qu'un des résultats de cette conférence sera de susciter des études complémentaires dans des groupes de recherches pédagogique sur les possibilités que pourraient leur offrir un satellite européen.

M. Edward Short, directeur général des postes et télécommunications britanniques, qui a ouvert les débats, a donné des aperçus très frappants de tout ce qui pourrait être fait pour développer les communications dans chacun de nos pays.

« A la fin de ce siècle, a-t-il déclaré, je crois que le téléphone sera installé dans pratiquement tous les foyers européens et qu'il deviendra une véritable bonne-à-tout-faire. Toutes les maisons seront probablement automatiques. Des ordinateurs électroniques seront utilisés pour surveiller et faire fonctionner ces ensembles, pour résoudre les problèmes de fonctionnement, pour enregistrer les demandes de communications, en particulier dans le réseau international. L'appel sera également automatisé partout, grâce à un système simplifié qui permettra d'obtenir les numéros de ses correspondants habituels en appuyant sur un simple bouton.

« Le téléphone comportera de nouveaux perfectionnements: il pourra comporter un écran et un haut-parleur, et les abonnés pourront s'adresser à un ordinateur qui leur projettera sur l'écran du téléphone ou sur celui de leur poste de télévision n'importe quel document sonore ou audio-visuel existant en archives. Ces bibliothèques électroniques pourvoieront à tous les besoins et à tous les goûts, aussi bien en ce qui concerne les domaines éducatifs que ceux de la distraction ou de l'apprentissage d'une technique particulière. Elles joueront un rôle considérable en aidant à résoudre le problème des loisirs, qui, à mon sens, est en train de devenir l'un des plus importants de notre société.

» Les informations et les nouvelles de tout genre seront enregistrées de la même façon dans des centres d'informations électroniques. Les ménagères pourront faire directement leur choix sur des images transmises par des magasins spécialisés et elles paieront leurs factures de la même manière. Les télécommunications éviteront donc dans certains cas aux ménagères soit de sortir, soit de rester chez elles. Elles pourront, en effet, diriger certains travaux ménagers de l'extérieur, en déclenchant à distance leurs différents appareils ménagers, ou en donnant des ordres à leur robot électrique. Les compteurs ménagers seront lus à distance et les

factures envoyées et payées de la même façon.

» Des facilités du même genre seront mises à la disposition des hommes d'affaires, et des membres des professions libérales. Bien mieux qu'à l'heure actuelle, le fait de pouvoir obtenir de partout, sans délais, des communications internes résoudra de nombreux problèmes et permettra d'établir chaque bureau ou activité professionnelle là où elle peut s'exercer le plus librement. On pourra, par exemple, organiser des réunions sans que les participants aient à bouger de leur bureau (ces réunions auront d'ailleurs moins de charme!). Des calculateurs s'entretiendront avec d'autres calculateurs à l'intérieur d'un réseau public ou privé et les bibliothèques électroniques, dont j'ai parlé à propos de loisirs, auront leur équivalent dans tout les autres domaines».

Ce qui est vrai pour le téléphone peut être vrai également pour d'autres moyens de communications. Le Dr. Herbert Holzwarth de la société allemande Siemens présentera à la conférence un rapport également audacieux sur les possibilités de développement en matière de communications radiophoniques. De son côté, le Dr. Federico Nicotera, membre italien du comité intérimaire pour les satellites, fit un remarquable résumé de tous les progrès qui ont été réalisés pour développer les communications par satellite et de leur possibilité d'avenir.

Après avoir entendu cet exposé, les conclusions de plusieurs autres experts, et le rapport de M. Jean Delorme, président de l'Eurospace, je suis persuadé que l'Europe s'atellera très prochainement à la création d'un système de communications par satellite qui lui soit propre. Comme M. Delorme, l'a souligné: « Toutes les nations européennes doivent s'associer pour se lancer dans cette entreprise parce qu'un satellite européen aiderait à lutter contre toute tentative d'hégémonie, qu'elle vienne de l'Est aussi bien que de l'Ouest. Imaginez la position d'un chef politique en Europe — et cela peut très bien se produire — qui pourrait voir sur tous les écrans de son pays dans une dizaine ou une douzaine d'années, le visage d'un homme d'Etat étranger défendant une politique absolument opposée à la sienne. Il serait dans la situation ridicule d'un homme qui prétend avoir la confiance de son peuple et ne peut même pas répondre aux attaques venues de l'extérieur. Dans ces conditions, la domination intellectuelle de l'étranger s'installerait très rapidement. Imaginez aussi que sur ces mêmes écrans de télévision apparaisse de la publicité pour des firmes étrangères, alors que des entreprises du pays lui-même ne pourraient pas montrer leurs propres annonces. Cela est inconcevable! Et

Les travaux du Conseil de l'Europe

LA XIX^e SESSION DE L'ASSEMBLEE CONSULTATIVE

L'EUROPE FACE A SES PROBLEMES POLITIQUES ET A CEUX DU MONDE

(Esposé de M. Endelman)

1. L'élargissement des Communautés européennes constituant désormais un problème politique nettement défini, il est apparu à votre Rapporteur qu'il convenait de la traiter séparément, afin de donner plus de relief au débat spécial qui lui est consacré cette fois-ci.

2. Ce problème n'est cependant pas le seul qui préoccupe l'Europe et le monde d'aujourd'hui. L'avenir de l'unification politique, après le sommet de Rome, l'évolution des relations inter-allemandes, la suspension de la démocratie parlementaire en Grèce, les perspectives d'une grande Europe sur laquelle planent encore les ombres du Vietnam et du Moyen-Orient sont autant de questions qu'il conviendra d'examiner dans le premier des deux volumes distincts qui constitueront durant la présente session le rapport de politique générale.

Chapitre 1: *La Conférence au sommet réunie à Rome en mai 1967 et les perspectives de coopération politique en Europe occidentale*

3. Les initiatives de M. Wilson en vue de solliciter l'admission de son pays dans la C.E.E. seraient au moins logiquement compensées par de nouvelles initiatives en vue de

C.E.E., l'argumentation catégorique développée lors de la conférence de presse du Général de Gaulle et la visite de M. Wilson le 19 juin à Paris ont fait que le sommet de Rome a surtout permis de déterminer le point de la situation sans qu'il y ait été question de décisions spectaculaires. On eut espéré cependant que les aspects restrictifs qui apparaissent dans la conférence de presse du Général de Gaulle quant aux conséquences d'un élargissement des Communautés structureraient solidement la coopération politique entre les Six à Rome. En définitive, du point de vue politique, les Chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Rome sont simplement convenus d'étudier les possibilités de renforcer progressivement les liens d'amitié politique, les Ministres des Affaires étrangères étant chargés d'étudier ce problème.

4. La décision la plus importante aura sans doute été que les Chefs d'Etat et de gouvernement ont décidé de se réunir à nouveau dans le courant de l'année. D'ici là, les Ministres des Affaires étrangères auront eu le temps d'étudier les moyens de resserrer les liens politiques existant actuellement entre les Six. On se souviendra que durant les années 1959, 1960 et 1961 les Ministres se réunissaient tous les trois mois, mais depuis l'échec du Plan Fouchet d'union politique de telles réunions ne s'étaient plus tenues.

Les conclusions de Sir Edward Beddington Behrens

(Suite de la pag. 12)

cela permet de saisir maintenant les possibilités intellectuelles, politiques et commerciales d'un satellite de télécommunications ».

Il ne nous est pas possible dans ce bref article de donner un aperçu suffisant de la richesse des informations techniques et des opinions autorisées qui se sont exprimées au cours de cette réunion. Ma propre

conclusion est que nous devrions exercer, par tous les moyens, dans chacun de nos pays, toutes les pressions possibles pour le développement des télécommunications à une échelle européenne. Les Européens en retireraient le plus grand profit, tant dans le domaine commerciable ou industriel, qu'en matière d'éducation ou de loisirs, et, tout simplement, dans leur vie quotidienne. Par cette action, nous contribuerions, j'en suis convaincu, à aider les peuples de ce continent à se rapprocher les uns des autres, à créer cette Europe unie — objectif du Mouvement européen depuis vingt ans.

5. De toute manière, il n'est désormais plus concevable, en bonne logique politique, que les Six tardent à élargir les Communautés et à renforcer leur propre coopération politique.

6. Il y a actuellement en Europe occidentale une structure politique latente qui n'a pas encore trouvé d'assise institutionnelle. Chacun perçoit ce manque sans s'accorder sur les moyens de le combler. Il y a aussi de la part de certains partenaires des Six, comme l'Italie et les Pays-Bas notamment, une appréhension à favoriser la création d'une Communauté bi-polaire du point de vue politique, la compensation britannique constituant pour ceux-ci un certain apaisement et un facteur d'équilibre par rapport à une éventuelle hégémonie franco-allemande.

7. Il est certain cependant que, quelle que soit la physionomie de l'Europe politique de demain, ces deux grandes puissances continentales maintenant réconciliées que sont la France et l'Allemagne pèseront d'un poids particulier non seulement à l'intérieur de la Communauté, mais aussi par l'interaction de leurs efforts vis-à-vis du reste de l'Europe. On ne saurait s'étonner de voir aujourd'hui combien les diplomaties française et allemande sont complémentaires dans els faits, notamment vers l'Est, même si les objectifs derniers de ces diplomaties ne sont pas les mêmes, et bien que le Chancelier de la République fédérale, M. Kiesinger, ait bien précisé ses réserves sur certains points au cours de son voyage aux Etats-Unis.

Chapitre 2: *L'évolution des relations inter-allemandes*

8. On se souviendra que dans le rapport qu'il présenta à notre Assemblée au cours de la session de janvier 1967 M. Federspiel avait longuement évoqué les aspects nouveaux de la politique étrangère de la République fédérale. Le retentissement de ce débat, auquel assistaient MM. Willy Brandt et de Broglie, avait été considérable et justifiait l'intérêt permanent que le Conseil de l'Europe porte à cette question si délicate.

9. Depuis lors, on peut dire que la solidité de la grande coalition et sa popularité se sont encore consolidées malgré certaines frictions électorales entre les deux grands partis, en Basse-Saxe notamment. Cette solidité sert très certainement les efforts que le Chancelier Kiesinger ne cesse de prodiguer en politique étrangère, particulièrement à l'égard des pays de l'Est, mais aussi sous l'impulsion du Ministre Wehner en direction de l'autre partie de l'Allemagne,

avec laquelle devront être trouvées, en dehors de tout formalisme juridique, des zones de contact de plus en plus nombreuses. En effet, il faut se convaincre que la détente en Europe passe avant tout par une détente entre les deux Allemagnes. Dans une déclaration qu'il fit devant le Bundestag, le 12 avril 1967, le Chancelier Kiesinger spécifiait l'attitude et la politique du Gouvernement fédéral concernant l'Allemagne, déclarant. « Nous nous efforcerons quant à nous d'éviter dans toute la mesure du possible que les deux parties de notre peuple s'éloignent l'une de l'autre pendant la période de séparation ». Le principe de la « réunification » reste donc affirmé, mais l'intervalle qui nous en sépare ne saurait dispenser les deux parties de l'Allemagne de nouer un dialogue actif, dont les bénéficiaires seraient les populations elles-mêmes.

10. C'est donc dans cette perspective que le Chancelier fédéral devait proposer une série de mesures destinées à favoriser les contacts. Les unes visent à faciliter la vie quotidienne des habitants des deux parties de l'Allemagne; les autres visent à renforcer la coopération dans les domaines de l'économie et des transports; les troisièmes envisagent des accords généraux sur les échanges scientifiques, techniques et culturels.

11. Le Chancelier fédéral ajoutait enfin que son Gouvernement était disposé à étudier d'autres propositions. L'accueil qui fut réservé à ces ouvertures en Allemagne de l'Est fut méfiant et négatif, car l'objectif primordial de Pankov reste la reconnaissance. L'échange d'ambassadeurs entre la République fédérale et la Roumanie n'avait d'ailleurs pas manqué de provoquer de la blâsement de relations diplomatiques entre part de l'U.R.S.S. un coup de frein à l'éta-d'autres pays communistes et l'Allemagne fédérale, la crainte constante restant l'isolement de l'Allemagne de l'Est et la particularisation de son cas par rapport aux autres démocraties populaires.

12. Il ne fait aucun doute que de ce fait depuis quelque temps les contacts entre l'Allemagne fédérale et les pays de l'Est marquent le pas. On peut d'ailleurs faire cette constatation pour les relations de la plupart des autres pays occidentaux avec l'Est. Il faut espérer qu'il s'agit là d'une simple accalmie ne remettant pas en cause une détente future. Malgré ce piétinement des relations inter-allemandes on a beaucoup parlé de la réception par Bonn d'un message du Ministre est-allemand M. Willy Stoph, qui fut déposé à la Chancellerie même; le Gouvernement de la République Fédérale a répondu à ce message par des suggestions positives.

Chapitre 3: *L'évolution de la situation en Grèce*

13. Le 26 avril dernier notre Assemblée adoptait la Directive (256) déplorant la suspension de la légalité constitutionnelle en Grèce, invitant les autorités helléniques à rétablir le régime constitutionnel et la démocratie parlementaire et chargeant le Bureau de s'enquérir du sort des députés grecs membres de l'Assemblée. Un peu plus tard le Parlement Européen adoptait une proposition de résolution critiquant en termes très sévères la dégradation de la situation en Grèce.

14. Depuis lors, la Commission juridique de notre Assemblée, réunie les 22, 23 et 24 mai à Luxembourg, publiait un communiqué recommandant de saisir la Commission européenne des Droits de l'Homme. La Commission juridique estimait notamment que pour déroger aux obligations découlant de la Convention des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales un Etat doit clairement justifier ces dérogations. Elle considérait qu'en l'absence d'une telle justification les autres Etats signataires ont le devoir de porter l'affaire à l'attention de la Commission européenne des Droits de l'Homme en la saisissant conformément à l'article 24. La Grèce n'ayant pas reconnu le droit de requête individuelle, seuls les Etats parties à la Convention sont en mesure de saisir la Commission européenne des Droits de l'Homme. A ce moment-là, le Gouvernement grec aurait la possibilité de donner, s'il est en état de le faire, la justification des dispositions qu'il a cru bon de prendre. Le 23 juin, la Commission politique soumettait un texte sur cette question à la Commission Permanente.

Il semble établi que depuis avril les assurances données par les autorités grecques sont des assurances verbales qui n'ont guère trouvé de traduction dans les faits, justifiant et laissant intacte l'inquiétude qu'exprimait notre Assemblée dès le début de la crise.

16. Il est en effet inconcevable que la Grèce, à laquelle la démocratie européenne doit tant, puisse connaître un tel entracte des libertés et du jeu parlementaire normal. Certes, il y a la déclaration de Sa Majesté le Roi des Hellènes, selon laquelle la Commission pour la révision de la Constitution devait être constituée en juin et devait présenter dans un délai de six mois un projet de nouvelle constitution du gouvernement, qui après révision finale du texte le soumettrait au peuple pour ratification par voie de plébiscite. On ne peut cependant s'empêcher de dire que la démocratie véritable supporte mal ce genre d'intervalle et que les

libertés différées dans le temps sont souvent fatales à ceux qui en sont privés dans le présent. C'est de cela que notre Assemblée se préoccupe; elle est d'autant plus légitimement irritée que l'article 3 du Statut du Conseil de l'Europe stipule que tout membre du Conseil de l'Europe reconnaît le principe de la prééminence du droit et le principe en vertu duquel toute personne placée sous sa juridiction doit jouir des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

17. Les nouvelles qui proviennent de Grèce depuis plusieurs mois soit par voie de presse soit par rapports nécessairement incomplets de missions d'enquête ne sont pas toujours faites pour rassurer et donner à la patience de justes motifs.

18. Le 31 mai, M. Koliass, Premier Ministre grec, en annonçant la désignation de la Commission chargée de réviser en six mois la Constitution, affirmait que seuls les articles n'ayant pas un caractère fondamental et ceux qui ne portent pas sur la forme du régime seraient révisés. Par conséquent, ajoutait-il, puisque la forme du régime est la démocratie couronnée et que son organe essentiel est le parlement prévu par un des règlements fondamentaux de la Constitution, on ne peut concevoir l'abolition du régime parlementaire. Le Général Paliakos, Ministre de l'Intérieur, précisait cependant que la Constitution serait modernisée par « la modification des articles qui permettent aux politiciens de commettre des erreurs ». On peut se demander cependant si la liberté n'est pas aussi le droit à l'erreur?

19. Quoi qu'il en soit, il se pourrait bien que la nouvelle Constitution accentue l'exécutif et le sépare totalement du législatif. Elle pourrait aussi définir les qualifications nécessaires pour exercer le métier d'homme politique. Le nombre des députés (300 actuellement) serait diminué de moitié. Ensuite, on pourrait renforcer « la sécurité intérieure contre le communisme ». Enfin, la question se pose de savoir si en l'absence des partis politiques traditionnels le nouveau régime ne pourrait pas envisager d'en créer de nouveaux. Les internements, les condamnations, les expulsions ne sont pas faits pour faciliter les optimismes, et notre Assemblée doit s'astreindre à juger sur les faits plus que sur les promesses.

20. Comment ne pas rappeler que la dégradation de la situation politique en Grèce compromet sérieusement l'avenir économique de ce pays, notamment dans le cadre de son association avec la C.E.E.

21. L'ensemble de ces constatations pousse notre Assemblée à réclamer par tous moyens directs ou indirects en son pouvoir le retour de la Grèce à une vie politique et parlementaire normale.

22. A maintes reprises, l'Assemblée s'est prononcée en faveur de l'établissement de contacts techniques avec les pays de l'Europe centrale et orientale, que ce soit dans le cadre des activités prévues au programme de travail ou en cas d'initiatives qui pourraient être prises par ces pays tiers. Il est en effet indéniable que la vision que l'on a du Conseil de l'Europe en Europe de l'Est a sensiblement changé depuis la guerre froide, mais force est de reconnaître que la reconversion n'est pas totale. De plus, la présente conjoncture internationale ne favorise pas toujours le cheminement continu de la détente.

23. Personne pourtant ne saurait renoncer à tout mettre en oeuvre pour que l'Europe tire profit d'une réconciliation à grande échelle. Quels que soient les mouvements des conjonctures, cette perspective essentielle pour la paix du monde ne peut être ni oubliée ni abandonnée.

24. Comme on le reconnaît de plus en plus fréquemment, le Conseil de l'Europe est un des cadres où cette perspective peut s'élaborer à l'abri des controverses dans des domaines essentiellement techniques, dont les critères reflètent avant tout les besoins de l'homme dans le milieu européen.

25. Il importerait donc que l'on puisse étudier avec un soin tout particulier les moyens de faire connaître directement dans les pays tiers tout le catalogue des activités intergouvernementales du Conseil de l'Europe. Cela nécessite d'abord un acquiescement de principe de la part des pays membres et ensuite l'élaboration des techniques et des initiatives de nature à faciliter des prises de contact. Sans ces préalables, les chances du Conseil de l'Europe, à l'Est notamment, demeureront lettre morte, et l'attente d'une grande Europe risque d'être longue. On s'est jusqu'à présent trop souvent contenté d'options générales purement verbales, alors que la grande Europe se fera d'une multitude de contacts en des domaines apparemment modestes. On ne saurait non plus faire dépendre éternellement tout démarrage dans cette direction d'initiatives réelles ou hypothétiques venant d'autrui, car l'appréciation des opportunités risque de différer la solution des problèmes.

26. Le conflit vietnamien et la récente crise au Moyen-Orient ont démontré que l'affrontement des influences réelles ou feintes des deux « super-grands » ne prenait pas obligatoirement le pas sur les impératifs de la paix. Il est de plus en plus évident que personne n'est disposé à laisser agir jusqu'à ses limites extrêmes la pesanteur d'une guerre mondiale. Cela paraît être une des

constatations essentielles qu'il faut faire aujourd'hui. Il reste que chacun doit apprécier avec sagesse jusqu'où il « peut aller trop loin ». Sans doute un grand progrès aura-t-il été réalisé lorsque le climat aura permis de substituer l'inévitabilité de la paix à celle de la guerre. Votre Rapporteur estime que, malgré toutes les tensions, ce changement est en train de s'opérer, mais il ne sera complet que lorsque les guerres par procuration auront également cessé d'exister. Les résultats des votes au Conseil de Sécurité durant la crise du Moyen-Orient en juin 1967 ont au moins servi à démontrer que la paix occupe les esprits responsables plus que ne le fait la guerre.

27. Pour la troisième fois Israël a été poussé à affirmer ses droits élémentaires à l'existence et à la sécurité par la force de ses armées. Il faut souhaiter qu'un traité de paix équitable entre Arabes et Israéliens viendra en fin de compte remplacer le statu quo. La reconnaissance générale de l'Etat d'Israël est un préalable indispensable pour cela; le dialogue direct avec les pays arabes devrait permettre de régler le reste sans interférences ni conditions suspensives. Les événements de juin au Moyen-Orient ont donné à la Commission politique et à la Commission permanente l'occasion d'affirmer sans équivoque aux yeux de l'opinion notre position en ce domaine.

28. La paix et la détente en Europe dépendent aujourd'hui du règlement des conflits déclarés ou latents ailleurs dans le monde; à défaut d'un tel règlement, la détente en Europe ne peut faire figure que de concession. La précarité de cette situation est nuisible à l'avènement de cette coopération européenne efficace et à grande échelle que l'on recherche depuis quelques années et qui devrait notamment faire perdre aux problèmes allemands leur acuité dans la mesure où on les aborderait dans un contexte nouveau. Avec la fin du conflit vietnamien et l'équilibre des influences dans le monde, le moment viendra où la transformation simultanée de l'O.T.A.N. et du Pacte de Varsovie entrera dans la logique immédiate des faits; peut-être une nouvelle organisation internationale matérialisant la détente verra-t-elle alors le jour; qui peut dire si Berlin n'en serait pas le siège? Certes, les Etats-Unis et l'U.R.S.S. peuvent donner et garantir la paix à l'Europe; ils sont sans doute les seuls à pouvoir le faire, mais ce sont les Européens et eux seuls qui peuvent et qui doivent d'ores et déjà créer les préconditions d'une coopération intra-européenne organisée; sinon, on ne fera que substituer une dépendance nouvelle à une dépendance ancienne.

A travers l'Europe et le monde

minimum



Une exception monumentale

C'est, selon M. Harold Wilson, la France « au sein du sentiment européen ». Il n'a pas tort, le général de Gaulle et bien le seul en Europe — et peut-être même dans le monde — à tenir un langage clair, à adopter une attitude sans ambiguïté. Ce n'est du reste pas la première fois qu'au cours de son histoire la France constitue un cas exceptionnel. On peut même dire qu'elle a toujours préféré donner des exemples, plutôt que d'en suivre. Mais pour un britannique, conformiste de nature, ne pas penser comme tout le monde est déjà un crime. L'Anglais Burke condamnait les principes de la Révolution Française pour la seule raison qu'ils renversaient

un ordre établi, et avouait ingénument que la seule idée d'un *nouveau* régime politique le *remplissait d'horreur*.

« Ce diable d'homme... »



« Naturellement — dit un journaliste français — le général de Gaulle a raison sur bien des points; et c'est pourquoi il a tort... ». Chacun sait qu'il est souvent dangereux d'avoir raison, et toujours déplaisant d'avoir raison contre les autres. On ne peut pas dire que l'absence totale de ménagements dont le général fait preuve tant à l'égard de ses adversaires que de ses alliés, lui ait attiré d'enthousiastes sympathies. Il ne prétend pas

non plus se faire « aimer » des Français, ni même leur imposer ses vues que beaucoup, du reste, ne partagent pas. Il n'est ni une idole, ni un tyran. Mais rien ne traduit mieux le sentiment des Français à son égard que cette phrase par laquelle un antigauilliste terminait une diatribe contre les vues du général « ...je ne sais pas où il va nous mener... mais il me plaît ce diable d'homme... ».

Le Parlement Européen et la politique sociale des Six

La dernière séance de la session ou Parlement européen a été consacrée vendredi à l'examen de la politique sociale de la Communauté. De l'avis général, les progrès réalisés dans ce secteur sont nettement insuffisants.

La commission de Bruxelles a été invitée à élaborer une conception d'ensemble de la politique sociale dont les lignes directrices ont été définies par le Parlement.

Le Parlement a également invité les ministres du travail et des affaires sociales à se réunir plus souvent.

L'Europe face

à ses problèmes politique (suite)

29. Une des premières préconditions dans cette direction est la création d'un ensemble ouest-européen homogène et politiquement organisé, c'est-à-dire qui puisse, en se suffisant à lui-même, constituer pour l'autre partie de l'Europe un partenaire privilégié parce que efficace et indépendant. La détente ne peut exister au prix d'une frustration politique de l'Europe.

30. L'idée européenne n'a-t-elle pas été au

lendemain de la deuxième guerre mondiale le symbole d'un amour-propre politique collectif? Or, vingt ans plus tard, ce noble sentiment n'a pas encore trouvé son assiette institutionnelle et l'on se perd aujourd'hui à rechercher une dimension adaptée au principe. Le moment est venu de jeter les bases d'une coopération politique durable en Europe occidentale et d'en garantir le fonctionnement par des institutions appropriées. Pour ce faire, la célébration du vingtième anniversaire des Communautés européennes n'est pas une perspective souhaitable. L'Europe n'a déjà que trop perdu son temps.

**Le défi
technologique**

Une enquête sur les efforts de recherche et de développement dans seize de ses pays membres a été entreprise par l'O.C.D.E.

Cette étude, qui vient de paraître et qui doit ultérieurement être complétée par un état comparatif de l'effort entrepris par l'Union soviétique dans ce domaine, fait apparaître les points suivants:

- Les Etats-Unis dépensent pour la recherche et le développement trois fois plus, au taux officiels de change, que les pays européens membres de l'O.C.D.E. et six fois plus que les pays du Marché commun;

- Si l'on mesure l'effort de recherche au nombre de savants, ingénieurs et techniciens, les différences sont moins marquées: 1,5 à 1 entre les Etats-Unis et l'Europe occidentale et 2,6 à 1 entre les Etats-Unis et la Communauté européenne;

- Les objectifs sont différents: les dépenses américaines de recherche pour l'atome, l'espace et la défense, sont 7 fois plus élevées que celles de l'Europe occidentale et 12 fois plus élevées que celles du Marché commun dans ces domaines;

- Les dépenses européennes en recherche et développement affectées à des objectifs économiques sont relativement importantes. Dans cet ordre d'idée, le rapport entre les Etats-Unis et l'ensemble de l'Europe occidentale est de 2 à 1, entre les E-

tats-Unis et la Communauté européenne de 3 à 1.



**La Roumanie
intensifie ses
attaques contre Moscou**

Le leader roumain M. Nicolae Ceaucescu a violemment attaqué, à la tribune de la conférence nationale du parti communiste, le 6 décembre dernier, l'Union Soviétique qu'il a accusée de violer les

accords internationaux et d'exercer des pressions économiques, politiques et idéologiques sur son pays. Il a affirmé «Nous ne tolérerons pas de violations de ce genre, en principe, dans les relations avec d'autres Pays».

Mais là où la violence du ton a atteint son paroxysme, c'est quand il a accusé les dirigeants du Kremlin de faire un usage impudent de la politique économique de l'URSS pour étouffer les protestations des autres Pays communistes et les empêcher de manifester librement leur opinion à l'égard de l'hégémonie russe.

En outre M. Ceaucescu a dédaigneusement repoussé l'accusation faite au gouvernement roumain de mener une politique fruit de mesquines ambitions nationalistes. «Opérer pour la prospérité nationale — a-t-il dit — ne doit pas être considéré comme une politique d'isolement nationaliste».

Cette rébellion énergique suivait de 24 heures le refus roumain de renouveler avec l'Union soviétique le traité d'amitié et mutuelle assistance qui doit venir à échéance l'année prochaine.

bulletin européen

Rédacteur politique: HORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEVANT GINI
Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROME
Tél. 671.260

ABONNEMENTS

Italie Lires 2.000 | Etranger Dollars 3,—
ABONNEMENT D'HONNEUR 5000 | ABONNEMENT D'HONNEUR 10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951
STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME R O M E



**M. Duncan
SANDYS**

**Les Anglais de bonne volonté
qui travaillent pour l'Europe**

**Membre du Bureau Exécutif
international du Mouvement Européen**

ont collaboré...

Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIANDE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOW SKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, M. de la VENTOLIERE, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.